

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

**Art. 10.** Artikel 9, § 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt aangevuld met de volgende alinea's :

Deze erkenning is uitsluitend bestemd om de toekenning van de in § 1 beoogde financiële incentive te verzekeren, die aan de onderneming moet toelaten de adviesdiensten te betalen.

« Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat hij in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de adviesdienst die de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald door of krachtens dit decreet en bewijs leveren dat hij hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de adviesdienst die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 11.** De Regering legt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast, en dit ten laatste op 28 december 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 10 december 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement, 124 (2009-2010), nr. 1.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.*

*Bespreking - Stemmingen.*

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4148

[2009/205878]

**10 DECEMBRE 2009.** — Décret modifiant diverses législations relatives aux matières visées à l'article 138 de la Constitution, en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition préliminaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution des matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup> et 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

Il a pour objet de modifier diverses législations afin de transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

CHAPITRE II. — *Modification apportée au décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 6 et 9 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions de médiation de dettes sont abrogés.

**Art. 3.** L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les institutions privées et les institutions publiques agréées autres que les centres publics d'action sociale et les associations de centres d'action sociale visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, ne peuvent réclamer aucune rétribution ni indemnité, sous quelque dénomination que ce soit. »

CHAPITRE III. — *Modifications apportées au décret du 19 décembre 2002  
relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise*

**Art. 4.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise les mots "pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques" sont insérés entre les mots "opérateur de formation agréé" et les mots "tel que défini".

**Art. 5.** Dans l'article 4, alinéa 2, du même décret, les mots "pour pouvoir être rétribués pour leurs services par le biais de chèques" sont insérés entre les mots "opérateurs de formation agréés" et les mots "auprès des porteurs de projet".

**Art. 6.** Dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le mot "agréé" est remplacé par les mots "agréé pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques".

**Art. 7.** Dans l'article 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même décret, le mot "agréé" est remplacé par les mots "agréé pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques".

**Art. 8.** Dans de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, le mot "agréé" est remplacé par les mots "agréé pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques".

**Art. 9.** Dans l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 6 novembre 2008, le mot "agréées" est remplacé par les mots "agréées pour pouvoir être rétribuées pour ses services par le biais de chèques".

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré un article 14*bis* libellé comme suit :

« Art. 14*bis*. Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, s'il a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'il répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'il répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par ou en vertu du présent décret et apporter la preuve qu'il preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément. »

CHAPITRE IV. — *Modification apportée au décret du 10 avril 2003  
relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

**Art. 11.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, modifié par le décret du 14 juin 2007, le mot "agréé" est remplacé par les mots "agréé pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques-formation".

**Art. 12.** Dans l'article 5, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 14 juin 2007, les mots "pour pouvoir être rétribuées pour leurs services par le biais de chèques-formation" sont insérés entre les mots "opérateurs de formation" et les mots "ne peuvent bénéficier".

**Art. 13.** Dans l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 3, du même décret, le mot "agréé" est remplacé par les mots "agréé pour pouvoir être rétribué pour ses services par le biais de chèques-formation".

**Art. 14.** Le liminaire de l'article 10 du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 10. Le Gouvernement agréé l'opérateur de formation qui désire dispenser une formation dans le cadre du présent décret et être rétribué par le biais de chèques-formation et qui remplit les conditions suivantes : »

**Art. 15.** Dans le même décret, il est inséré un article 13*bis* libellé comme suit :

« Art.13*bis*. Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, s'il a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'il répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'il répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par ou en vertu du présent décret et apporter la preuve qu'il preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément. »

CHAPITRE V. — *Modification apportée au décret du 12 juillet 2001  
relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture*

**Art. 16.** Dans le liminaire de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture, les mots "afin de bénéficier de subventions permettant de prendre en charge le paiement des rémunérations, honoraires et indemnités des formateurs et des conférenciers, ainsi que des indemnités pour les participants aux activités de formation" sont insérés entre les mots "Pour être agréés" et les mots "les centres de formation professionnelle".

**Art. 17.** Le liminaire de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé comme suit :

« Art. 7. § 1<sup>er</sup>. Afin de bénéficier des subventions visées au § 2, les associations d'amateurs visées à l'article 4 doivent respecter les conditions d'agrément suivantes : ».

**Art. 18.** Dans le même décret, il est inséré un article 7bis libellé comme suit :

« Art. 7bis. Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, s'il a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'il répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'il répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, l'opérateur de formation qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par ou en vertu du présent décret et apporter la preuve qu'il preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'opérateur de formation qui sollicite un agrément. »

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

**Art. 19.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, au plus tard le 28 décembre 2009. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2009-2010.*

*Documents du Parlement wallon*, 125 (2009-2010), n° 1 et 1bis.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4148

[2009/205878]

**10 DECEMBER 2009.** — **Decreet ter wijziging van diverse wetgevingen met betrekking tot de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

**Artikel 1.** Het huidige decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden beoogd in zijn artikelen 127, § 1 en 128, § 1.

Het heeft tot doel de wijziging van diverse wetgevingen met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt.

**HOOFDSTUK II. — Wijziging aangebracht aan het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling**

**Art. 2.** § 1. Artikelen 6 en 9 van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling worden opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De andere erkende particuliere en openbare instellingen dan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn beoogd in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, mogen geen bezoldiging of vergoeding vragen, onder welke benaming ook. »

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming**

**Art. 4.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming zijn de woorden "om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques" ingevoegd tussen de woorden "erkende vormingsoperator" en de woorden "zoals omschreven".

**Art. 5.** In artikel 4, lid 2, van hetzelfde decreet zijn de woorden "om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques" ingevoegd tussen de woorden "erkende vormingsoperatoren" en de woorden "bij de projectdragers".

**Art. 6.** In artikel 5, § 1, lid 3, § 2, lid 1 en § 3, lid 1, van hetzelfde decreet is het woord "erkend" vervangen door de woorden "erkend om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques".

**Art. 7.** In artikel 6, leden 1 en 2, van hetzelfde decreet is het woord "erkend" vervangen door de woorden "erkend om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques".

**Art. 8.** In artikel 7, lid 1 van hetzelfde decreet is het woord "erkend" vervangen door de woorden "erkend om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques".

**Art. 9.** In artikel 9, lid 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, is het woord "erkende" vervangen door de woorden "erkend om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques".

**Art. 10.** In hetzelfde decreet is een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14bis. Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat hij in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in dit decreet en bewijs leveren dat hij hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging aangebracht aan het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn**

**Art. 11.** In artikel 2, § 1, 7°, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, gewijzigd bij het decreet van 14 juni 2007, is het woord "erkend" vervangen door de woorden "om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques".

**Art. 12.** In artikel 5, lid 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 14 juni 2007, zijn de woorden "om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via cheques" ingevoegd tussen de woorden "vormingsoperatoren" en de woorden "niet kunnen genieten".

**Art. 13.** In artikel 8, § 2, lid 1 en § 3, van hetzelfde decreet is het woord "erkend" vervangen door de woorden "erkend om te kunnen worden vergoed voor zijn diensten via opleidingscheques".

**Art. 14.** De inleidende zin van artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De Regering erkent de vormingsoperator die een vorming wilt geven in het kader van dit decreet en wilt worden vergoed via opleidingscheques en die voldoet aan de volgende voorwaarden : »

**Art. 15.** In hetzelfde decreet is een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art.13bis. Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat hij in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in dit decreet en bewijs leveren dat hij hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging aangebracht aan het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw*

**Art. 16.** In de inleidende zin van artikel 5, § 1, decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw, zijn de woorden "om te genieten van subsidies kan de betaling van vergoedingen, honoraria en premies van opleiders en sprekers, evenals de premies voor de deelnemers aan de opleidingsactiviteiten" ingevoegd tussen de woorden "Om te worden herkend" en de woorden "de centra voor beroepsopleiding".

**Art. 17.** De inleidende zin van artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. Teneinde te kunnen genieten van de in paragraaf 2 beoogde subsidies, moeten de liefhebbersverenigingen beoogd in artikel 4 de volgende erkenningsvoorwaarden respecteren : ».

**Art. 18.** In hetzelfde decreet is een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *7bis*. Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat hij in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de vormingsoperator die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in dit decreet en bewijs leveren dat hij hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 19.** De Regering legt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast, en dit ten laatste op 28 december 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 december 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

*Stukken van het Waals Parlement, 125 (2009-2010), nr. 1 en 1bis.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.*

Bespreking - Stemming.